

Monsieur le Directeur général,

Depuis ce matin, vous êtes dans le département du Bas-Rhin, à la rencontre des personnels des services spécifiques, pour ne pas dire atypiques, que constituent le CPS, le service Liaison-Recouvrement, la cellule Chèques sur le Trésor du service Comptabilité du Recouvrement et la Trésorerie du SDEA.

Même si le fait de venir pendant les congés scolaires n'a probablement pas pu vous permettre de rencontrer l'ensemble des agents, nous vous en remercions car ces services sont habituellement les grands oubliés des services centraux du fait de leur spécificité régionale, de leur rareté locale devrais-je dire.

Cependant, nous aurions aussi aimé vous emmener découvrir certaines structures, qui ne sont pas la devanture de notre DRFIP, et pour cause.

Je pense par exemple au CFP d'Illkirch où :

- les agents souffrent du froid en hiver, de la chaleur en été,
- les fuites du toit, des faux plafonds ou des fenêtres sont présentes dans tous les bureaux - ce qui oblige les personnels à placer des seaux par terre ou sur les bureaux pour recueillir l'eau qui tombe –
- certains collègues travaillent avec des moisissures sur le mur à côté d'eux,
- l'accueil a été conçu en dépit du bon sens.

Je pense également, pour ne citer qu'un deuxième exemple, à la Trésorerie de Rhinau où les personnels travaillent dans des locaux inadaptés avec, jusqu'à hier..., du mobilier métallique de récupération. Le sol est tellement usé par endroit que des trous sont en formation...

Mais puisque vous êtes à la DRFIP, nous pourrions également vous faire visiter dans ce bâtiment certaines toilettes absolument indignes, les couloirs du 2ème et 3ème étage, ou certains bureaux, tous situés côté avenue des Vosges.

Vous êtes maintenant devant les organisations syndicales qui ont la charge de vous présenter la réalité du réseau départemental.

Les suppressions d'emploi restent la cause principale des difficultés rencontrées par les personnels et la base des mauvaises conditions de travail depuis 10 ans.

Localement, depuis la fusion en 2010, ce sont plus de 128 emplois qui auront été supprimés. Sans compter tous ceux perdus depuis 10 ans dans les deux anciennes directions (DGI, DGCP).

Il s'agit d'une véritable saignée. Et l'annonce de la suppression de 2023 emplois dans le dernier PLF ne peut qu'inquiéter encore.

Le rappel des retraités volontaires ou la promesse de recruter plusieurs PACTES et agents hors concours, comme en Seine-Saint-Denis, ne peuvent constituer pour FO-DGFIP des solutions acceptables !

Le stress généré par la pression quotidienne due au problème des effectifs mène les agents à l'épuisement :

- les nouveaux process (type Chorus pour ne citer que le dernier) sont déployés sans être stabilisés
- l'accueil dans les SIP et les trésoreries est toujours plus difficile et toujours pas valorisé comme il le devrait. La violence se développe à l'encontre des agents de la DGFIP, allant, pour le Bas-Rhin, jusqu'aux menaces de mort
- l'accroissement exponentiel des charges de travail dans toutes les structures amène les agents à parer au plus pressé avec le sentiment de ne jamais venir à bout de leur labeur. Certains collègues voient même leurs crédits d'heures écrêtés régulièrement pour mener à bien leurs tâches dans les délais impartis
- les objectifs et indicateurs, souvent très éloignés des réalités du terrain (comme l'a encore souligné la Convention des cadres A au cours de laquelle il a été rappelé que les objectifs de la Charte Marianne relatifs aux appels téléphoniques étaient prioritaires pour la DGFIP), doivent être remplis coûte que coûte.

A terme, la grande conscience professionnelle de nos collègues risque de tourner au découragement et à la démotivation.

Et ce ne sont pas les espaces de Dialogues (EDD), les enquêtes ergonomiques sur les Troubles Musculo-squelettiques (TMS) ou le Tableau de Bord de Veille Sociale (TBVS) qui résoudront les problèmes.

Cette hémorragie d'emploi se double désormais de restrictions budgétaires qui remettent en cause le fonctionnement même des postes et services.

Comment voulez-vous continuer à fonctionner normalement avec un budget local amputé de 20% d'une année sur l'autre?

Alors que de nombreux départements, au bord de la cessation de paiement, sont contraints de faire de la « cavalerie », les 7% de restrictions budgétaires supplémentaires annoncés dans le PLF 2013 vont totalement asphyxier les services.

Sur le plan de leur situation individuelle, les personnels ne peuvent qu'être en colère :

- les statuts sont harmonisés, mais à la baisse, contrairement à la promesse faite par l'ancien directeur de trancher dans le sens du mieux disant.
Par exemple, le droit au retour dans le département après promotion interne de C en B qui existait dans la FGP va disparaître, tout comme le 2^{ème} mouvement de mutation annuel. La conservation de ces deux mesures représentait pourtant un maintien des acquis pour les uns et un progrès social pour les autres.
Une inégalité existe encore entre les inspecteurs affectés dans les directions : même affectation + même grade = traitements différents ! Pour FO-DGFIP c'est inacceptable et nous exigeons que les inspecteurs de la FGP perçoivent également la prime de direction !
- la poursuite du gel du point d'indice accélère la diminution du pouvoir d'achat (-10% en 10 ans !)
- la mise en place du jour de carence pénalise les agents malades en amputant leurs revenus
- l'accès au 8^{ème} échelon des AAP1 n'est pas automatique comme pour les autres échelons
- le tableau d'avancement pour l'accès au grade de contrôleur principal a déjà été amputé de 20%
- la remise en cause du plan de qualification, et donc des promotions, est inadmissible. Menacer les possibilités de déroulement de carrière des cadres C, des cadres B et des inspecteurs va avoir un effet dévastateur. D'ailleurs, les possibilités de promotions de C en B et de B en A sont toujours attendues au niveau local, rendant extrêmement difficile le travail des agents des services RH et des élus du personnel à quelques jours des CAPL
- un malaise de plus en plus fort est ressenti par beaucoup d'inspecteurs et d'IDIV non comptable quant à leurs fonctions, leurs rôles, leurs positionnements dans les postes et dans les services. Par ailleurs, beaucoup s'interrogent sur leurs perspectives de carrière.

Le gouvernement a affirmé que la RGPP était finie. Mais à quoi cela sert-il de changer de nom si la politique reste la même ?

Pour nos services, le changement ne semble malheureusement pas être pour maintenant !

Pour **FO DGFIP**, un Etat qui sacrifie les emplois publics et l'accomplissement de ses missions régaliennes est un Etat qui s'affaiblit .

Aussi, il ne saurait être question pour **FO DGFIP** d'accepter de nouvelles suppressions d'emplois et de structures.

Au contraire, **FO DGFIP** défend et défendra toujours un service public républicain, pour tous et partout, gratifiant pour les personnels et proche des usagers.

Pour cela, **FO DGFIP 67** revendique :

- L'arrêt des suppressions d'emploi
- L'augmentation des rémunérations et la reconnaissance de la technicité
- Le rétablissement du « droit au retour » dans le département pour les promus de C en B et le maintien de deux véritables mouvements annuels de mutation
- L'accès automatique au 8^{ème} échelon du grade d'AAP1
- L'égalité de traitement à grade et fonctions identiques
- L'abrogation du jour de carence
- Le respect des engagements pris par le plan de qualification 2012-2014
- L'attribution des moyens nécessaires au fonctionnement des postes et services
- Le maintien et le renforcement de toutes les missions exercées par la DGFIP ainsi que la défense du réseau territorial existant.

Il ne suffit pas de dire que nos métiers sont « au cœur de la République », il faut maintenant le prouver et le traduire par des actes.